



## Marche du 25 avril 2010 à Beyrouth pour réclamer un État laïque au Liban

Revue de presse – articles daté du 25 avril 2010

\*\*\*\*\*

### **VIDEO Manifestation pro-laïcité au Liban**

[http://www.dailymotion.com/video/xd2srn\\_manifestation-pro-laicite-au-liban\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xd2srn_manifestation-pro-laicite-au-liban_news)

\*\*\*\*\*

L'Orient - Le Jour  
L'Actualité à 15h

### **Des milliers de Libanais manifestent pour réclamer un État laïque**



Plusieurs milliers de personnes ont participé dimanche à Beyrouth à une marche pour réclamer un État laïque au Liban, un pays régi par un système politique confessionnel.

<http://www.lorientlejour.com/>

\*\*\*\*\*

### Le Figaro international

Le camp laïque tente une sortie au Liban

Mots clés : [Laïcité](#), [LIBAN](#)

Par Sibylle Rizk

26/04/2010 | Mise à jour : 09:20 [Réactions](#) (13)



Les participants à la «marche des laïques» ont arpenté, dimanche, le centre de Beyrouth. Crédits photo : AP

***Dans un pays où les dix-huit communautés se partagent tout l'espace public, quelques milliers de personnes ont manifesté dimanche pour «desserrer l'étreinte». Sans illusions.***

«Ma confession ne te regarde pas.» C'est l'un des slogans de la Laïque Pride qui a réuni quelques milliers de personnes dimanche au Liban, pays aux 18 communautés qui «étouffent» leurs membres, selon l'expression d'un des manifestants.

L'appartenance communautaire est un marqueur indélébile pour les Libanais. Elle les empêche de se marier civilement, obligeant les couples mixtes à convoler à l'étranger à grands frais, à moins que l'un des deux époux ne se convertisse. Au moment du décès, les règles de succession diffèrent suivant les rites, instaurant de fait une inégalité de traitement entre, par exemple, une femme chiite, une sunnite, une Druze ou une chrétienne.

Des quotas limitent l'accès aux hauts postes administratifs dont l'attribution répond en conséquence rarement à des critères de compétence. Les mandats politiques, du sommet de l'État aux conseils municipaux, sont également partagés à l'unité près.

À l'Assemblée nationale, la norme fixe l'égalité des sièges entre chrétiens et musulmans, et la répartition de chaque moitié entre les différentes confessions.

Le projet de la marche des laïques est né sur Facebook de l'indignation d'un petit groupe de jeunes libanais vivant entre Paris et Beyrouth, à la suite d'une tentative d'interdiction d'un festival de rock par des instances catholiques. «Une énième interférence du religieux dans la vie sociale», estime Nasri Sayegh, l'un des organisateurs. L'idée d'une «Laïque Pride» a fait mouche : «En quelques heures plus de 2 000 personnes avaient virtuellement annoncé leur participation à la marche, nous incitant à la transposer dans le monde réel.»

Mission réussie : les manifestants, surtout des jeunes, étaient plus nombreux que prévu et heureux de s'en apercevoir car, dans le fond, «on sait bien que notre revendication est utopique dans le contexte libanais», dit Grégory, un professeur d'université.

«L'important c'est de maintenir la flamme, d'entretenir la perspective d'une alternative au système politique actuel, incontestablement en panne», fait valoir le sociologue Ahmad Beydoun, pour qui les chances de succès sont infimes, car la dynamique n'est absolument pas relayée au niveau politique. «Les Libanais sont sortis de la guerre de 1975-1990 avec l'angoisse qu'elle éclate à nouveau un jour, ou que telle ou telle communauté tente par des moyens politiques d'opprimer telle autre, de lui ôter ses droits.»

La tension reste vive, pas seulement au niveau interreligieux - entre musulmans et chrétiens - mais aussi au niveau intercommunautaire, notamment entre chiites et sunnites.

## Levée de boucliers générale

Les questions relevant en apparence du statut personnel remettent en cause le système politique tout entier, souligne Ahmad Beydoun. Ainsi justifie-t-on qu'une Libanaise mariée à un étranger ne puisse transmettre sa nationalité à ses enfants. «Chaque réforme entraîne les chefs communautaires dans des calculs pour mesurer son impact sur les équilibres démographiques. Chaque décision en mesure de desserrer le pouvoir des religieux apparaît comme une menace pour la cohésion communautaire.»

D'où la levée de boucliers générale. Côté musulman, la laïcité bute sur le fait que les règles du statut personnel sont parties intégrantes de la charia, la loi coranique ; côté chrétien, les réticences se situent davantage au niveau politique, car les quotas confessionnels font rempart contre le recul démographique de la communauté.

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/04/25/01003-20100425ARTFIG00238-le-camp-laique-tente-une-sortie-au-liban-.php>

\*\*\*\*\*

L'Express / actualités

## **Manifestation à Beyrouth en faveur de la laïcité**

Par Reuters, publié le 25/04/2010 à 20:15



Quelque 3.000 personnes ont participé dimanche à Beyrouth à une "*Laïque Pride*", réclamant l'instauration du mariage civil et l'abolition du confessionnalisme politique dans ce pays de cinq millions d'habitants où cohabitent pas moins de 18 confessions religieuses. (Reuters/Jamal Saidi)

"*Le mariage civil, pas la guerre civile*", proclamait une banderole, allusion au fait que lorsque deux personnes de confessions différentes veulent s'unir, elles doivent aller se marier à l'étranger, le plus souvent à Chypre, si aucun des conjoints ne souhaite se convertir à la religion de l'autre.

Le Liban a mis en place en 1943 un système de partage du pouvoir qui accordait aux chrétiens la majorité au Parlement et stipulait que le président doit être maronite, le Premier ministre un sunnite et le président du Parlement, un chiite.

L'accord de Taëf qui a mis fin à la guerre civile de 1975-1990 a donné aux musulmans la parité au Parlement et prévu l'abolition du confessionnalisme, mais le système persiste et des quotas basés sur la religion sont observés dans l'administration, l'armée et l'éducation.

*"Nous ne pouvons vivre dans un pays où les professeurs d'université libanais ne peuvent être embauchés à plein temps que s'ils ne dépassent pas les quotas de l'année", explique Kinda Hassan, l'une des organisatrices de la manifestation.*

*"Nous ne pouvons vivre dans un pays où ils répartissent les postes de ministres en fonction de leur confession, non de leurs mérites".*

## **DIFFICILE RÉFORME**

Les hommes politiques se sont jusqu'ici opposés aux tentatives de réformer le système électoral libanais, par exemple en introduisant la représentation proportionnelle pour diluer le pouvoir des factions basées sur le confessionnalisme.

*"Le confessionnalisme affecte pratiquement tout le monde au Liban, que ce soit pour le mariage, l'emploi, la vie sociale", déplore Aman Makouk, une enseignante retraitée de 62 ans.*

*"Même au gouvernement pourquoi faut-il que le président soit un maronite? Ce pourrait être un musulman, un druze, ou quelqu'un d'autre".*

*"Au lieu de se débarrasser de cette mentalité, les gens s'y enferment de plus en plus".*

*"Le système libanais accorde une part du pouvoir à chaque communauté, ce qui n'est pas un petit acquis pour un pays aussi divisé dans une région violente et explosive", fait valoir Paul Salem, directeur pour le Proche-Orient du Carnegie Endowment for International Peace.*

*"Mais le système devrait permettre davantage de concurrence, de progrès et d'évolution", nuance-t-il en prônant une réforme électorale, la décentralisation et la fin des quotas au Parlement.*

Mais des telles réformes seraient difficiles à faire adopter en raison de l'opposition de l'oligarchie au pouvoir.

*"Dans tout pays où vous avez quatre ou cinq hommes politiques tenant le haut du pavé, ils ne vont pas partager volontiers leur pouvoir ou changer le système d'une manière qui les affaiblirait".*

La peur est un autre obstacle à changer, ajoute Salem.

*"Une personne peureuse s'accroche à ce qu'elle connaît. Et toute les communautés au Liban ont peur. Tout le monde a peur, tout le monde est une victime, de sorte qu'il est difficile de les convaincre de changer".*

Nicole Dupont pour le service français

[http://www.lexpress.fr/actualites/2/manifestation-a-beyrouth-en-faveur-de-la-laicite\\_887369.html](http://www.lexpress.fr/actualites/2/manifestation-a-beyrouth-en-faveur-de-la-laicite_887369.html)

\*\*\*\*\*

[RFI](#)

Article publié le : dimanche 25 avril 2010 - Dernière modification le : dimanche 25 avril 2010

## ***Liban : une marche laïque pour la liberté de croyance***



Un passant regarde les affiches qui appellent à rejoindre la Laïque Pride.

Alexandre Medawar

Par [RFI](#)

Pour la première fois au Liban , un collectif de citoyens organise ce dimanche 25 avril une marche laïque, la «Laïque Pride», pour réclamer un véritable respect de la liberté d'opinion et de la liberté de croyance, comme le prévoit la constitution libanaise dans son préambule. Mais dans ce pays , où dix-huit communautés religieuses sont officiellement reconnues, réclamer un véritable système laïc reste un sacré défi, une utopie pour certains.

Avec notre correspondante à Beyrouth, **Diane Galliot**

Au Liban toute la société vit au rythme du communautarisme. Il est difficile, voire impossible, d'exister civilement en dehors d'une confession religieuse.

Ainsi, les jeunes Libanais qui veulent se marier sous un régime civil sont obligés de partir à l'étranger. En réaction, un groupe de jeunes a déclaré : « *Ca suffit. Laissez-nous libres de choisir, c'est notre droit. Ma confession religieuse ne te regarde pas* ». C'est justement l'un de leurs slogans.

### **Un mouvement de protestation de la société civile**

L'idée de cette « *Laïque Pride* » est née ainsi et cette marche n'est qu'un premier pas. Elle entend constituer le point de départ d'une série d'actions, notamment dans les universités, les écoles, mais aussi grâce à [Facebook](#) et autres réseaux sociaux comme [Twitter](#).

Ce dimanche sera donc un test. Pour une fois, un mouvement de protestation de la société civile, largement relayé par le web, devrait trouver sa concrétisation dans la rue, et surtout, disent ses organisateurs, en dehors de toute récupération politique.

Cette « *Laïque Pride* » se veut une revendication de la société civile, pour qu'existe enfin une véritable citoyenneté libanaise, en dehors de tout clientélisme politique et communautariste.

Alexandre Medawar, organisateur de la marche laïque:  
Au Liban, il n'y a pas un droit unique civil pour tous les citoyens libanais,  
chacun vit sa vie privée à travers sa confession.

<http://www.rfi.fr/contenu/20100425-liban-une-marche-laique-liberte-croyance>

Publié sur [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr) (<http://www.rfi.fr>)

\*\*\*\*\*

## ***A Beyrouth, une «Laïque Pride» très revendicative***

Créé le 2010-04-25 17:48

Par RFI

Liban

C'était une première au Liban. Ce dimanche matin 25 avril, près de 2 000 personnes ont défilé dans les rues de Beyrouth à l'occasion de la « Laïque Pride ». La marche pour la laïcité. Rien n'augurait d'un succès surtout dans un pays comme le Liban aux multiples confessions religieuses et aussi parce que le mouvement est né sur la toile et que c'est via internet qu'il va se poursuivre.

*Avec notre correspondante à Beyrouth, Diane Galliot*

Au Liban, en dehors des circuits politiques et confessionnels, il est très difficile de mobiliser la société civile. Ce n'est pas la première fois que des Libanais descendent dans la rue pour défendre l'égalité des droits, le mariage civil, le droit pour les femmes de transmettre la citoyenneté libanaise à leurs enfants, mais en général ils ne sont que quelques centaines.

A l'origine de la « Laïque Pride », quelques jeunes qui ont dit un jour : « *Raz-le-bol à la censure religieuse sur des spectacles* » et qui ont créé sur internet une sorte d'élan avec des milliers de supporters, par le biais de Facebook, Twitter ou par le blog de la « Laïque Pride ». Ils ont réussi leur pari. Ils ont eu des milliers de supporters aux quatre coins du monde parce que les Libanais, ont le sait, sont plus nombreux à l'étranger que dans leur propre pays.

### **Quel avenir pour le mouvement ?**

Réclamer un Etat laïque, ici, au Liban, cela n'a pas grand-chose à voir avec la laïcité à la française ou à l'occidentale. Ici, les jeunes martèlent le slogan : « *Garde ta religion et crois en ce que tu veux* », pourvu que les Libanais et les Libanaises aient des droits égaux et qu'ils soient libres de choisir. Ils condamnent le fait, par exemple, que deux jeunes amoureux, de religions différentes soient obligés d'aller se marier civilement à Chypre s'ils veulent garder leur religion respectives, et, cela coûte très cher.

« *Bien sûr, cette Laïque Pride n'est qu'une première étape* », insistent les organisateurs qui invitent leurs sympathisants à poursuivre la mobilisation sur la toile.



Un manifestant de la "Laique Pride" à Beyrouth le 25 avril 2010.  
REUTERS/Jamal Saidi

**URL source:** <http://www.rfi.fr/contenu/20100425-beyrouth-une-laique-pride-tres-revendicative>

\*\*\*\*\*

[Paperblog.fr](http://Paperblog.fr)

### ***Laïcité au Liban, une « manifestive » le 25 avril 2010 pour renouer avec une tradition reconnue du pays du cèdre.***

Publié le 21 avril 2010 par [Boukhari Nacereddine](#)

**Le Liban aspire à une laïcité qui assure un égal traitement de la diversité confessionnelle qui existe, et est profondément enracinée, dans sa population. Cela ne peut advenir sans un militantisme de laïcs convaincus qui redoublent d'opiniâtres agissements afin d'ancrer un régime social et politique qui dépasse les clivages menaçant les équilibres acquis ces dernières années. Les élections législatives de juin prochain, 2010, vont aussi porter sur la construction de l'équilibre d'une société qui assume non seulement son pluralisme mais aspire à le sauvegarder.**



Au pays du Cèdre, une marche pour la laïcité est annoncée pour le [dimanche 25 avril 2010](#). Elle est initiée avec un caractère festif et s'intitule « [Lebanese Laïque Pride](#) ». Première du genre depuis la fin de la guerre civile qui a duré de 1975 à 1990, elle est organisée par un collectif de citoyens qui appellent à l'application du passage ou chapitre « C » du préambule de [la constitution du pays](#) qui stipule : "Respect de la liberté d'opinion et de croyance," "justice sociale," et "égalité de droits et de devoirs entre tous les citoyens sans discrimination ni préférence".

Dans le contexte politique où la quête de stabilité, le président Michel Sleimane déploie d'énormes efforts pour atteindre un tel objectif, qui se dessine de jour en jour avec plus de clarté. Parmi l'une

des démarches, jugée révolutionnaire par nombreux libanais, le ministère de l'intérieur vient d'annoncer l'abandon de la mention d'appartenance religieuse sur les pièces administratives et d'état-civil. Cette inscription était d'usage dans toutes les procédures institutionnelles : civiles, administratives, professionnelles, des pactes entre individus comme le mariage ou le divorce ainsi que les successions.

Le pouvoir est partagé entre musulmans et chrétiens, selon le modèle dit du [confessionnalisme](#). Selon des données officielles, 18 confessions religieuses sont reconnues en vertu des déclarations faites par les citoyens. Ziad Baroud, l'actuel ministre de l'Intérieur, est connu pour avoir été un militant associatif qui a longtemps travaillé pour le principe de la laïcité. D'ailleurs rarement dans un pays arabe et musulman, la laïcité n'a été interprétée et expliquée comme au Liban. Simplement en formulant ses 2 réciprociétés fondamentales : La non-ingérence de la religion dans les affaires d'État, comme la non-ingérence dans la religion du citoyen.

### **La laïcité le crédo d'une modernisation émanant des aspirations populaires les plus profondes**

La [manifestation du 25 avril prochain](#) se refuse d'être récupérée par les organisations et partis politiques. Sans pour autant décliner la participation diversifiée d'autres militants, dans la mesure où ils n'affichent pas leurs appartenances partisans. Les organisateurs qui ont lancé l'appel, de la [Lebanese Laïque Pride](#), insistent que seul le drapeau qui doit être brandi est le libanais.

Le Liban a toujours saisi la portée du modèle laïc dans les enjeux de modernité et surtout l'équilibre interne de sa société dont la composition l'expose à la domination des majorités et l'écrasement des minorités religieuses. Dernière en date des actions pour la vulgarisation et l'importance de la laïcité, est [le colloque du 4 et 5 décembre 2009](#), il y a quelques mois, organisé la *Faculté de Philosophie et des Sciences Humaines* de [l'Université du Saint-Esprit de Kaslik](#). Voir [programme ICI](#).

Une "[Maison de la laïcité](#)", a été inaugurée début février sous l'impulsion d'une association libano-belge, [l'Association pour un Liban laïque](#). Son adresse est : Makhoul-Kalidi st. Azar bldg.- near to Flying pizza Hamra, Beirut. Elle est animée par **Nasri Sayegh (NS)** Journaliste au quotidien As-Safir, un [fervent partisan de la laïcité](#) et madame **Hoda Nehmeh (HN)**, doyenne de la faculté de philosophie de l'Université Saint-Esprit qui a accueilli le [colloque international sur la laïcité](#) du mois de décembre 2009.

Le Liban dispose d'une grande tradition laïque, notamment héritée par paysage politique ancien. Les partis laïques, comme le Parti communiste et le Parti social nationaliste syrien, en sont les plus connus et ont marqué l'âge d'or de l'histoire du pays ainsi que des pratiques laïques pendant les années 1960 et 70. Ces 2 formations se sont engagées dans la lutte armée aux côtés des Palestiniens et des musulmans durant la guerre civile. Ils sont actuellement considérées comme celles qui ont l'énorme capacité de transcender le clivage qui s'accroît depuis trois ans entre la majorité antisyrilienne, formée de druzes, de chrétiens maronites et de sunnites, et l'opposition appuyée par Damas et Téhéran et menée par le Hezbollah chiite et le maronite Michel Aoun.

<http://www.paperblog.fr/3122693/laicite-au-liban-une-manifestive-le-25-avril-2010-pour-renouer-avec-une-tradition-reconnue-du-pays-du-cedre/>

\*\*\*\*\*

[20minutes.fr](http://20minutes.fr)  
actualités générales

## **Beyrouth à l'heure de la Laïque Pride**

Créé le 25.04.10 à 15h22

Mis à jour le 25.04.10 à 16h10



Laïque pride à Beyrouth/D.HURY/20MINUTES

LIBAN - Une marche pour réclamer un Etat laïque au Liban a rassemblé plusieurs milliers de personnes dimanche...

### **De notre correspondant à Beyrouth**

«C'est mon cœur qui m'a dit d'être ici, s'enthousiasme Rajah, un graphiste de 40 ans. C'est impensable que nous soyons, nous Libanais, encore à l'âge de pierre concernant les droits humains!» Perdu dans la foule sur le front de mer de Beyrouth, il regarde avec émotion les banderoles de toutes les couleurs réclamer l'égalité homme-femme, l'instauration du mariage civil, l'abolition du confessionnalisme politique et plus généralement la laïcité pour ce pays où 18 communautés religieuses cohabitent.

[>> Retrouvez le blog Chroniques beyrouthines par ici](#)

A 11h30, le cortège quitte la Corniche d'Aïn el-Mreisseh, direction le Parlement libanais, dans le centre-ville. Alexandre Paulikevitch, danseur, chorégraphe et co-organisateur de cette marche citoyenne, s'étonne de la mobilisation. Lancée il y a moins de 6 mois par cinq amis [sur une page Facebook](#), cette Laïque Pride s'est répandue comme une traînée de poudre sur tous les réseaux sociaux libanais. Paulikevitch attendait à peine 1.000 personnes, le quadruple a répondu à l'appel: «C'est juste incroyable de voir tout ce monde ici! Il y a des gens de tous âges, de tous horizons! Je ne sais pas si cette marche changera quelque chose, mais c'était important de faire entendre notre voix.»

### **Quitter le pays pour se marier**

Dans la manifestation, les slogans scandés au mégaphone et repris par ces partisans de la laïcité, sont clairs: «Quelle est ta confession? De quoi je me mêle!», «On veut le mariage civil, pas la

guerre civil », «La laïcité est la solution» ou encore «Ni française, ni turque, vive la laïcité à la libanaise!».

Ces Libanais sont venus en famille, avec leurs enfants, ou simplement en couple comme Ghada et Fadi. Ces derniers, de religions différentes, ne peuvent pas se marier sans que l'un ne se convertisse à la religion de l'autre. Victimes du système confessionnel censé protéger les minorités, Ghada et Fadi n'ont qu'une solution: s'envoler pour Chypre ou ailleurs pour contracter un mariage civil. Un choix que de nombreux jeunes Libanais sont acculés à faire. «Ça n'a pas de sens de devoir quitter notre pays pour nous marier! Nous, nous voulons vivre ensemble malgré nos différences!», poursuit Fadi.

## **Diaporama de la manifestation >**

<http://www.20minutes.fr/diaporama/1113>

Arrivée à 200m du Parlement, la manifestation se fige: un cordon policier empêche le passage. Intraitables, les forces de l'ordre ne bougent pas d'un centimètre. Dans la foule, musiciens et chanteurs prennent le relais, dans la foulée de l'hymne de cette marche écrit par le rappeur Rayess Bek. «Les hommes politiques ont peur de nous et de notre projet, assure Joseph Younès, membre du collectif d'organisation. Nous représentons la fin de leur système politique. Ce n'est pas étonnant si on nous barre la route du Parlement.» A midi, alors que la foule continue de chanter en chœur devant des policiers amusés, le muezzin de l'une des nombreuses mosquées du centre-ville de la capitale libanaise lance son prêche. Une image ne manquant pas de sel.

Finalement, les manifestants se dispersent rapidement, toujours en chantant. En repartant du centre-ville par où elle était arrivée, Tania se pose une question: «Je me demande si les Libanais étaient nombreux au Trocadéro à Paris, ce midi, pour leur Laïque Pride...»

David Hury

<http://www.20minutes.fr/article/400055/Monde-Beyrouth-a-l-heure-de-la-Laique-Pride.php>

\*\*\*\*\*

[laiciste.over-blog.com](http://laiciste.over-blog.com)

## ***Liban-Beyrouth-Laïcité-Manifestation***

Des milliers d'hommes et de femmes ont manifesté le 25/04/2010 à Beyrouth pour l'instauration d'un Etat laïque. Le pays est composé de communautés et régi par un système politique confessionnel.

Aux cris de "*Laïcité*", ils ont marché jusqu'au siège du Parlement pour défendre l'idée d'un Etat non-confessionnel, alors que des militants distribuaient des fleurs roses aux manifestants.

Au Liban le président est un chrétien maronite, le président du Parlement un musulman chiite et le Premier ministre un musulman sunnite.

Les mariages civils sont impossibles et doivent se faire à l'étranger, à Chypre le plus souvent.

<http://laiciste.over-blog.com/article-liban-beyrouth-laicite-manfestation-49233851.html>

\*\*\*\*\*

RTLINFO.be

Monde - International 13:17

### ***Liban: une marche pour le "mariage civil, pas la guerre civile"***



Plusieurs milliers de personnes ont participé dimanche à Beyrouth à une marche pour réclamer un Etat laïque au Liban, un pays régi par un système politique confessionnel.

Plusieurs milliers de personnes ont participé dimanche à Beyrouth à une marche pour réclamer un Etat laïque au Liban, un pays régi par un système politique confessionnel.

Des femmes, des hommes et des enfants, arborant des drapeaux libanais, ont pris part à cette marche organisée par un mouvement laïque indépendant.

Aux cris de "Laïcité", ils ont marché jusqu'au siège du Parlement pour défendre l'idée d'un Etat non-confessionnel, alors que des militants distribuaient des fleurs roses aux manifestants.

"Mariage civil, pas la guerre civile", ou "Fatima et Tony s'aiment ... ça c'est un problème", pouvait-on lire sur des banderoles qui semblaient faire référence au fait que le mariage civil n'existe pas au Liban.

"Le changement doit venir de nous", souligne un organisateur s'exprimant à l'aide d'un porte-voix devant le Parlement, où la police a établi des barricades pour empêcher les manifestants d'atteindre le bâtiment. "Seulement nous, citoyens, pouvons le faire".

Les défenseurs des droits des homosexuels étaient aussi très présents avec des drapeaux arc-en-ciel et des banderoles portant l'inscription "homosexuels pour la laïcité".

"Ce rassemblement est symbolique, même s'il aura très peu ou pas du tout d'impact politique", estime Hani, 24 ans. "Ce qui est important c'est que tous les groupes marginalisés sont ici pour exiger un Etat pour tous", a dit ce manifestant à l'AFP.

Au Liban, pays néanmoins considéré comme relativement libéral dans une région plutôt conservatrice, la religion occupe une place de premier plan. Dans ce pays qui réunit 18 communautés religieuses, l'Etat est régi par un système complexe de partage du pouvoir.

Ainsi par exemple, le président est un chrétien maronite, le président du Parlement un musulman chiite et le Premier ministre un musulman sunnite.

Depuis la fin de la guerre civile (1975-90), les défenseurs des droits de l'Homme poussent pour un Etat laïque. L'an dernier, le ministre de l'Intérieur a autorisé ceux qui le souhaitaient à ne pas préciser leur religion sur les documents officiels.

Mais pour ceux qui souhaitent un mariage civil, ils doivent le faire à l'étranger, souvent dans l'île de Chypre voisine.

<http://www.rtlinfo.be/info/monde/international/428603/liban-une-marche-pour-le--mariage-civil-pas-la-guerre-civile->

## Revue de presse – articles daté du 26 avril 2010



L'Orient-Le Jour 26.04.2010

Jeanine Jalkh

### ***Une "Laïcité Pride" inédite***

**Plusieurs milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, ont manifesté le 25 avril à Beyrouth pour réclamer la laïcité, le mariage civil et un Etat de droit. Une exception dans un monde arabe travaillé par les conflits religieux et le confessionnalisme.**



© AFP

La manifestation a eu lieu à Beyrouth le 25 avril 2010

A Beyrouth, ils étaient 3 000 à manifester pour revendiquer un Etat laïc et affirmer qu'ils n'étaient plus d'accord pour jouer le jeu confessionnel. Ils étaient surtout venus faire acte de présence et clamer haut et fort que l'on ne peut plus les ignorer, ni ignorer leurs droits, revendiqués par plusieurs de leurs banderoles :

"Le mariage civil, pas la guerre civile !", ou "Fatima et Tony s'aiment... Ça c'est un problème !", pouvait-on lire, une allusion claire au fait que le mariage civil n'existe pas au Liban. "L'important, c'est que tous les groupes marginalisés sont ici pour exiger un Etat pour tous", explique Hani, 24 ans. [Les défenseurs des droits des homosexuels étaient aussi très présents avec des drapeaux arc-en-ciel et des banderoles portant l'inscription "Homosexuels pour la laïcité".]

Initié par un groupe de cinq jeunes Libanais qui aspirent depuis le mois de novembre dernier à mener le même combat qui a découragé leurs aînés de gauche, le rassemblement a fait boule de neige, grâce notamment au fameux réseau social Facebook et à un minimum de coordination, comme l'explique l'une des fondatrices du mouvement, Kinda Hassan. La spontanéité et le désir d'exprimer et de faire entendre leur ras-le-bol d'un système confessionnel a probablement été le second élément qui a déclenché l'initiative.

Aux cris de "Laïcité !", ils ont marché jusqu'au siège du Parlement pour défendre l'idée d'un Etat non confessionnel, tandis que les militants distribuaient des fleurs aux manifestants et aux forces de l'ordre.

La moyenne d'âge des participants était d'environ 25-30 ans, mais on a aussi remarqué la présence de jeunes couples, parfois issus de mariages mixtes, accompagnés de leurs enfants. On a pu voir aussi parmi les manifestants des militants de gauche de la génération précédente, venus applaudir, non sans nostalgie, ces jeunes qui avaient décidé de reprendre le flambeau. Une participation était d'autant plus notable que l'on pouvait reconnaître parmi eux plusieurs intellectuels.

Fait marquant, aucune personnalité politique, aucun parti, aucun leader spirituel ne figurait à ce rassemblement dont les organisateurs ont tenu, de toute évidence, à écarter toute exploitation ou récupération politique. Plutôt inédite, mais non moins significative, la présence de quelques diplomates qui s'étaient glissés discrètement parmi la foule – non pas par intérêt professionnel mais tout simplement pour soutenir l'initiative.

Caché derrière de grosses lunettes de soleil et un képi africain pour mieux s'assurer que son identité était bien camouflée, un diplomate européen s'empressait de souligner qu'il n'était "pas censé être là". "Je viens, malgré l'interdiction qui nous frappe en tant que diplomates, pour soutenir ce mouvement pour lequel j'ai énormément de sympathie. Par conviction, aussi, puisque je suis profondément laïc", dit-il.

Un autre jeune fonctionnaire d'ambassade, libanais cette fois-ci, qui a également tenu à garder l'anonymat, affirme être venu pour dénoncer la lourdeur des rouages administratifs qu'il doit subir à l'étranger, et, surtout, l'obligation de déclarer ses enfants comme appartenant à une communauté précise, malgré le fait qu'il soit laïc et marié à une étrangère. Ayant connu les affres des sélections effectuées sur base communautaire au sein des Affaires étrangères, il affirme, d'un ton survolté, qu'"il est temps que la méritocratie prenne le dessus si l'on veut construire un véritable Etat de droit, un Etat citoyen".

<http://www.courrierinternational.com/article/2010/04/26/une-laicite-pride-inedite>

\*\*\*\*\*

Le Figaro international

26/04/2010 | Mise à jour : 09:20

Le camp laïque tente une sortie au Liban

Par  Sibylle Rizk



Les participants à la «marche des laïques» ont arpenté, dimanche, le centre de Beyrouth. Crédits photo : AP

***Dans un pays où les dix-huit communautés se partagent tout l'espace public, quelques milliers de personnes ont manifesté dimanche pour «desserrer l'étreinte». Sans illusions.***

«Ma confession ne te regarde pas.» C'est l'un des slogans de la Laïque Pride qui a réuni quelques milliers de personnes dimanche au Liban, pays aux 18 communautés qui «étouffent» leurs membres, selon l'expression d'un des manifestants.

L'appartenance communautaire est un marqueur indélébile pour les Libanais. Elle les empêche de se marier civilement, obligeant les couples mixtes à convoler à l'étranger à grands frais, à moins que l'un des deux époux ne se convertisse. Au moment du décès, les règles de succession diffèrent suivant les rites, instaurant de fait une inégalité de traitement entre, par exemple, une femme chiite, une sunnite, une Druze ou une chrétienne.

Des quotas limitent l'accès aux hauts postes administratifs dont l'attribution répond en conséquence rarement à des critères de compétence. Les mandats politiques, du sommet de l'État aux conseils municipaux, sont également partagés à l'unité près.

À l'Assemblée nationale, la norme fixe l'égalité des sièges entre chrétiens et musulmans, et la répartition de chaque moitié entre les différentes confessions.

Le projet de la marche des laïques est né sur Facebook de l'indignation d'un petit groupe de jeunes libanais vivant entre Paris et Beyrouth, à la suite d'une tentative d'interdiction d'un festival de rock par des instances catholiques. «Une énième interférence du religieux dans la vie sociale», estime Nasri Sayegh, l'un des organisateurs. L'idée d'une «Laïque Pride» a fait mouche : «En quelques heures plus de 2 000 personnes avaient virtuellement annoncé leur participation à la marche, nous incitant à la transposer dans le monde réel.»

Mission réussie : les manifestants, surtout des jeunes, étaient plus nombreux que prévu et heureux de s'en apercevoir car, dans le fond, «on sait bien que notre revendication est utopique dans le contexte libanais», dit Grégory, un professeur d'université.

«L'important c'est de maintenir la flamme, d'entretenir la perspective d'une alternative au système politique actuel, incontestablement en panne», fait valoir le sociologue Ahmad Beydoun, pour qui les chances de succès sont infimes, car la dynamique n'est absolument pas relayée au niveau politique. «Les Libanais sont sortis de la guerre de 1975-1990 avec l'angoisse qu'elle éclate à nouveau un jour, ou que telle ou telle communauté tente par des moyens politiques d'opprimer telle autre, de lui ôter ses droits.»

La tension reste vive, pas seulement au niveau interreligieux - entre musulmans et chrétiens - mais aussi au niveau intercommunautaire, notamment entre chiites et sunnites.

## Levée de boucliers générale

Les questions relevant en apparence du statut personnel remettent en cause le système politique tout entier, souligne Ahmad Beydoun. Ainsi justifie-t-on qu'une Libanaise mariée à un étranger ne puisse transmettre sa nationalité à ses enfants. «Chaque réforme entraîne les chefs communautaires dans des calculs pour mesurer son impact sur les équilibres démographiques. Chaque décision en mesure de desserrer le pouvoir des religieux apparaît comme une menace pour la cohésion communautaire.»

D'où la levée de boucliers générale. Côté musulman, la laïcité bute sur le fait que les règles du statut personnel sont parties intégrantes de la charia, la loi coranique ; côté chrétien, les réticences se situent davantage au niveau politique, car les quotas confessionnels font rempart contre le recul démographique de la communauté.

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/04/25/01003-20100425ARTFIG00238-le-camp-laique-tente-une-sortie-au-liban-.php>

\*\*\*\*\*

## Blog Le Figaro



Blog Chroniques orientales de Delphine Minoui

## Liban : « non » au confessionnalisme

Par [Delphine Minoui](#) le 26 avril 2010 8h04 | [Lien permanent](#) | [Commentaires \(36\)](#)

« Quelle est ta religion ? C'est pas tes oignons ! ». Sous un soleil de plomb, le cortège s'enfonce bruyamment vers le centre-ville de Beyrouth, en enchaînant les slogans incisifs. Dans la foule, ni munitions, ni drapeaux politiques ou confessionnels. Seules quelques roses rouges portées à bout de bras. Et des pancartes qui disent « non à la guerre civile » et « oui au mariage civil ».

« Il est temps de séparer la religion de la vie politique et sociale », insiste Ghalas Charara, une étudiante libanaise de 18 ans. Pour elle, [cette « laïque pride »](#) - organisée dimanche dans la capitale libanaise - c'est « le début d'une vraie mobilisation citoyenne pour plus de droits, surtout les femmes ».

Boucle brunes sur t-shirt moulant à manches courtes, elle aurait pourtant de quoi rendre jalouses ses consoeurs des pays voisins, comme l'Égypte ou encore l'Arabie saoudite, beaucoup plus conservateurs. Mais au pays du Cèdre, les apparences sont souvent trompeuses. Car au Liban, pays de cinq millions d'habitants où cohabitent 18 communautés religieuses, la vie privée est souvent téléguidée par l'église ou la mosquée. C'est le cas pour le mariage, l'héritage, le divorce, la garde des enfants, où les femmes sont souvent lésées. « Ici, le mariage civil n'existe pas », rappelle

Ghalas. « Du coup, les jeunes qui veulent échapper au poids de la religion partent se marier sur l'île de Chypres, juste à côté ». Mais le voyage, coûteux, n'est pas donné à tout le monde.

Les affaires se compliquent encore plus lorsqu'il s'agit d'un mariage « mixte ». De mère sunnite et de père chiite, Ghalas en sait quelque chose. « A l'école, quand j'étais petite, on voulait toujours me coller des étiquettes. On me demandait : tu te sens sunnite ou chiite ? Moi, je répondais : je suis Libanaise ! », dit-elle.

Sous pression de la société civile, le Ministre de l'intérieur, Ziad Baroud, a récemment autorisé ceux qui le souhaitent à ne pas préciser leur religion sur leurs documents officiels. Une mini-victoire qui cache une montagne d'autres problèmes, ancrés dans les mentalités depuis la guerre civile (1975-90). « Il y a des murs dans la tête des gens. Le Libanais peut parler différentes langues, voyager, être ouvert sur le monde. Et en même temps, il ne parle pas à son voisin, tout simplement parce qu'il est d'une autre communauté. Au quotidien, chacun vit dans un carcan », regrette Nagham, une mère de famille, qui refuse volontairement de décliner sa religion.



Le carcan est également politique. Selon un système de partage des pouvoirs, mis en place en 1943, le président est un chrétien maronite, le président du parlement est un musulman chiite et le premier ministre un musulman sunnite. L'accord de Taëf qui a mis fin à la guerre civile de 1975-1990 a donné aux musulmans la parité au Parlement et prévu l'abolition du confessionnalisme. Cependant, les quotas religieux pèsent encore de tout leur poids dans l'administration, l'armée et l'éducation. « Au Liban, la balance confessionnelle prime sur les droits fondamentaux des citoyens », relève la juriste Nadine Farghal, en rappelant que, pourtant, « la Constitution insiste sur l'égalité des chances ».

Du coup, « toute changement potentiel devient rapidement politique », regrette Omar Traboulsi, un des manifestants. Membre actif d'un collectif militant pour que les Libanaises mariées à des étrangers puissent transmettre leur nationalité à leurs enfants, il sait de quoi il parle. « Certains communautés s'opposent à cette mesure, par peur de voir les mariages entre Libanais et réfugiés palestiniens sunnites vivant au Liban transformer l'équilibre confessionnel », explique-t-il.

Dans la foule, d'autres organisations ont également répondu à l'appel : féministes, défenseurs des droits des homosexuels, groupes d'artistes... A son arrivée, une heure plus tard, en centre-ville, le cortège compte environ 5000 manifestants. Mais il se heurte vite à un barrage de policiers, bloquant l'accès au Parlement. « Question de sécurité ! », explique l'un d'entre eux. « La quête de laïcité est un rêve inachevé », soupire Nagham.



Crédit photo : Delphine Minoui

<http://blog.lefigaro.fr/iran/2010/04/liban-non-au-confessionnalisme.html?xtor=RSS-25>

\*\*\*\*\*



www.nowlebanon.com

## Laique Pride and more

Lebanese marched demanding a secular state, but what's next?

Hayeon Lee , April 26, 2010



Participants in the Laique Pride march holding up a sign (Paige Kollock).

This Sunday, nearly 2,000 Lebanese came together in Beirut for a peaceful march demanding the end of political sectarianism and the establishment of a secular state. People from all walks of life gathered at Ain Mreisseh Square at 11 a.m., waving Lebanese flags and banners before walking toward the parliament building in Nejme Square.

Mohammed Jaber, 60, a retired Ministry of Finance employee, told NOW Lebanon that he participated in the march to “say to everyone and to the government that I’m for the freedom, democracy and development of Lebanon without religion. Each person should work in their own capacity” rather than their sect’s, he said. Rita Tannous, a 24-year-old painter, agreed, saying she came because “I don’t want the church or the mosque to speak on my behalf.”

Sunday’s march - which coincided with simultaneous, but smaller protests in front of the Lebanese embassies in London and Paris - was the brainchild of five young Lebanese, whose campaign, dubbed [Lebanese Laique Pride](#), gained momentum mostly through the [internet](#). [Yalda Younes](#), one of the group’s organizers, said that “The strength of the Laique Pride lies in the fact that this is a citizens’ movement, initiated by ordinary Lebanese citizens, belonging to all Lebanese citizens.”

Many of the participants were Lebanese youth. Aside from students from schools in the Beirut area, such as Lycée Français, the American University of Beirut, Université Saint Joseph and the Lebanese American University, two buses packed with 45 students from the Al-Qalaa School in Saida also came to the capital for the occasion. “The people you hear yelling behind me are my students,” Batal Hassoun, the school’s vice principal, said with a smile.

[Rayess Bek](#), the famous Lebanese rapper, also showed up at the march, to many participants’ delight, and performed a song he wrote especially for the occasion. “Tell your mother, your father, your sister, your brother, and everyone to come!” he rapped in Arabic. “I have nothing to say [about this march], since all the people here are making a statement just by being here. There are so many people, and I am so happy.”

During the march, protest leaders yelled out in Arabic, “What’s your sect?” to which the crowd responded, “None of your business!” along with other slogans like “Down with sectarianism, we are all secular!”

A number of civil society groups also participated, including the [Collective for Research and Training on Development - Action \(CRTDA\)](#), which advocates the right of women to pass their nationality to their children and husbands, as well as the [Union of Youth for Democracy and Freedom \(UJDL\)](#), the members of which held a huge red banner that said in Arabic, “As long as secularism is a motive for us, sectarianism is shameful!”

[Nasawiya](#), a Lebanese feminist NGO that helped gather people for the march, also had members participating. As the group emphasizes in its Call for Action for the event, “Secularism allows women to be emancipated from sectarian laws that effect their lives and choices, including marriage, heritage, and custody among other issues.”

But as the crowd thinned after police stopped participants a few blocks from the parliament building, the question arose whether civil society activists could maintain the momentum created by the protest through further action. “It’s not easy to get civil society groups to work together,” said Imad Atalla, secretary general of [Nahwa al-Muwatiniya \(Na-aM\)](#), a Lebanese NGO for civil rights and democracy.

Nevertheless, Atalla says there is support for secularism in Lebanon and that as long as the movement remains inclusive, civil society groups could gradually play a more substantive role in collective action. As its first step, Na-aM will organize a dialogue session on the march in the coming week. Furthermore, NGOs like Nasawiya, CRTDA and Chaml - which recently held a rally with mock civil marriages - said they are ready to support further efforts by the Laïque Pride organizers, and were impressed by the group’s ability to bring so many people together.

One idea to keep the momentum going, according to Younes, is to create an e-forum where “all can discuss and debate about secularism in Lebanon, share ideas, point out our goals, point out the problems, and think together of possible answers and of ways to move forward on the ground, how to change things... Everyone could participate in these debates.”

But there remain the skeptical voices that question whether actions like Sunday’s protest, which specifically exclude political powers, can really overturn a system.

“You need to work with politics, but you don’t necessarily have to work with existing political parties that are now in power,” said Kinda Hassan, another organizer for the event. That people got up and did something against the current state of political affairs is highly symbolic, she said. “It’s not only about marching. It’s about showing that you can actually mobilize people and do something.”



Post this article on your website

<http://nowlebanon.com/NewsArticleDetails.aspx?ID=163733>

\*\*\*\*\*

Daily Star  
Monday, April 26, 2010

## ***Thousands march in Beirut to promote secularism in politics***

*Lebanese expatriates gather before embassies abroad*

By Patrick Galey  
Daily Star staff



BEIRUT: Thousands marched on Lebanon's Parliament Sunday in a bid to promote secularism in Lebanon's sectarian political system.

Demonstrators closed the main road from Beirut's seafront as Lebanese of all ages and confessions waved flags, wielded banners and chanted pro-secular messages.

Lebanese expatriates also gathered on Sunday in front of their countries' embassies in Paris, Montreal, Sydney and Sao Paulo in the first internationally coordinated project of its kind.

The march was organized over the Internet by five Lebanese who together formed the grassroots group *Laique Pride*. They had hoped for 2,000 participants in the march, a figure easily surpassed as hundreds turned out in the sun.

Slogans such as "Civil marriage, not civil war" and "What about freedom of opinion?" could be read from huge placards in between Lebanese flags. Dozens of protesters wore white T-shirts with "What's my religion?" on the front and "None of your business" on the back.

Omar Habib, 29, carried a fluorescent banner with skull and crossbones. "Sectarianism: danger," it read.

"This is the biggest problem we have, not just in Lebanon but in all of the Middle East. It's high time we did something," he said. "I will be here every day if I need to. Politically there are messages about non-sectarianism, but most importantly [politicians] need to realize that the people are against sectarianism."

Lebanon's political system is divided along sectarian lines, with Parliament positions allocated on the basis of a candidate's religion.

Miriam Rabbat, 28, was protesting the obligation to profess your religion when applying for work or university.

"That should be abolished. Your religion has nothing to do with your performance," she said. "It's going to be a very long and slow process to take this out of our systems."

Melanie Cremona, 16, agreed.

“All the time you are asked which religion you belong to, but we want to be considered as only Lebanese,” she said. “Secularism is about every religion. It unites everyone but we need to forget whatever religion we are.”

While the majority of protesters were young, many older individuals responded to the organizers' call on Facebook.

“I have always defended freedom of thought and I think diversity can only stay in this country by respecting secularism,” said Jocelyne Saab, a 60-year-old filmmaker. “[The march] became easier because we now have the means; on [micro blogging site] Twitter and Facebook, messages can go out and no one can stop them.

Habib said that while the Laique movement encouraged participation from all ages, youth was an important weapon in secularism's armory.

“I've been asking my family and parents to come. I wouldn't say it's a generational thing, my parents adhere to this,” he said. “Their excuse is that they'd done their marching when they were younger. Now it's our turn and we owe it to our parents to do something.”

Many older Lebanese were embittered by years of conflict borne out of sectarian differences, according to Saab.

“I would have liked to see more people from my generation here today, but they are fed up and trust in nothing,” she said.

“Enough people have died. I lost many friends, I lost my home and I still defend the idea of freedom of thought. If there's a youth movement for secularism there is hope in this country. If not we'll have another war.”

Lebanon has 18 officially recognized sects. Political sectarianism is guaranteed by the National Pact, an agreement which ensures the president is always a Christian, the prime minister Sunni Muslim and the Parliament speaker Shiite.

The 1989 Taif Agreement – signed at the nadir of Lebanon's devastating 1975-90 Civil War – stipulates that political sectarianism be eventually abolished, although Speaker Nabih Berri's tentative efforts to do so earlier this year received lukewarm response.

Elie Kayrouz, 26, said the government needed to wake up to popular demand in ending civic sectarianism.

“It's an obvious demand and people looking at us from outside the country see that,” he said. “We are here to let everyone know that there is a gap in what the youth in this country really wants and where the government is heading.

“If people see thousands marching and this is recurring, maybe they will understand that this matter should be high on the list of priorities,” Kayrouz added.

Whether or not Sunday's event will have an impact on politicians remains to be seen. Mona Bouazza, 29, stressed that the demonstration was just the beginning of the Laique movement.

“It’s the first step to raising awareness about how religion shouldn’t play any part in politics. We want, as Lebanese, to be united,” she said. “If we are from different religions it doesn’t mean we are any more Lebanese than anyone else.”

Read more:

[http://www.dailystar.com.lb/article.asp?edition\\_ID=1&article\\_ID=114207&categ\\_id=2#ixzz0mIPsSz5t](http://www.dailystar.com.lb/article.asp?edition_ID=1&article_ID=114207&categ_id=2#ixzz0mIPsSz5t)

(The Daily Star :: Lebanon News :: <http://www.dailystar.com.lb>)

[http://www.dailystar.com.lb/article.asp?edition\\_ID=1&article\\_ID=114207&categ\\_id=2#axzz0mIPGtBq0](http://www.dailystar.com.lb/article.asp?edition_ID=1&article_ID=114207&categ_id=2#axzz0mIPGtBq0)

\*\*\*\*\*

[Starscene Daily Star.com.lb](http://Starscene.DailyStar.com.lb)

## **Many march for secularism in Lebanon**

**[Show as slideshow]**



On April 25th, supporters and activists for secularism in Lebanon marched from Ain El Mreisseh, point of departure, to the parliament in Downtown Beirut chanting slogans to allow civil marriage and eliminating sectarianism. Feminine activists, women rights groups and secular clubs of different universities participated in the march showing a grand support for their cause.

Photos by Mahmoud Kheir

Read more:

<http://starscene.dailystar.com.lb/featured/2010/04/many-march-for-secularism-in-lebanon/#ixzz0mIQmubo0>

<http://starscene.dailystar.com.lb/featured/2010/04/many-march-for-secularism-in-lebanon/>

## Revue de presse – articles daté du 3 mai 2010

[Slate.fr](http://Slate.fr)

Lundi 3 mai 2010

### La laïcité en marche au Liban

Le 25 avril, a eu lieu la première Laïque Pride libanaise.

[Nathalie Bontems](#) [1]



Le 25 avril dernier, le Liban a connu sa première **Laïque Pride** [3]. Ni travestis, ni chars fleuris défilant dans les rues de Beyrouth: cette Laïque Pride n'avait de commun avec la Gay Pride que le nom. Mais dans une ambiance rigolarde tout de même, cette marche d'une heure à travers le centre de la capitale libanaise a rassemblé plusieurs milliers de Libanais autour d'une même

demande: l'instauration de la laïcité au Liban. C'est plus que n'en espéraient les organisateurs, cinq trentenaires libanais motivés qui travaillaient depuis six mois sur l'événement, via Facebook essentiellement. L'une d'entre eux, Yalda Younes, en **espérait** [4] 2.000; ils ont été environ 4.000. Le **groupe** [5] Laïque Pride a réuni 7.000 membres sur le fameux réseau social, mais de là à ce qu'ils soient si nombreux à répondre à l'appel, rien n'était gagné.

Au Liban, où cohabitent tant bien que mal **18 communautés religieuses** [6], le confessionnalisme est partout: la vie politique repose intégralement sur un système de quotas attribuant tel nombre de sièges au Parlement, tel nombre de ministres et tels postes de fonctionnaire aux membres de telle ou telle communauté, le tout selon des calculs tortueux; le droit privé -ce qu'au Liban on appelle les «statuts personnels», comprenez mariage, divorce, héritage, enregistrement des naissances- est confié aux tribunaux religieux de chaque communauté auxquels les Libanais devront se référer en fonction de leur confession de naissance, qu'ils soient pratiquants ou pas d'ailleurs.

### De quoi j'me mêle?

Supposé protéger les minorités et assurer un partage équitable des pouvoirs, ce mode de fonctionnement est en fait à l'origine de nombreuses difficultés quotidiennes: en l'absence de mariage civil, un couple dont les membres n'appartiendraient pas à la même communauté ne peut s'unir sans que l'un n'accepte de se convertir à la religion de l'autre. La seule alternative consiste à aller se marier à l'étranger civilement avant de revenir faire enregistrer l'acte de mariage auprès des autorités libanaises; à tel point qu'un véritable **business** [7] s'est mis en place, avec prêts bancaires et tours opérateurs. Plus grave encore, un individu ne peut avoir d'existence légale sans avoir déclaré une appartenance religieuse au préalable, ce qui peut conduire à des situations ubuesques et tragiques: l'enfant récupérant automatiquement la religion de son père, la progéniture de filles-mères ne peut tout simplement pas exister, aucun mâle n'ayant pu l'enregistrer auprès de ses propres autorités religieuses. Sans compter les inégalités de droits auxquelles ces pratiques conduisent inexorablement, dans l'accès à la fonction publique mais

aussi entre hommes et femmes, la coupe réglée des religieux sur tous les aspects de la vie privée contribuant à entretenir le caractère patriarcal de la société. Pas étonnant donc que chacun et chacune y soit allé de son slogan: «Je veux me marier au Liban, pas à Chypre!» «Mariage civil, pas guerre civile!» «La laïcité est la solution!» «Féminisme+laïcité=liberté», alors que des manifestations similaires se tenaient à Paris, Montréal, Sydney et Sao Paulo, organisées par des expatriés libanais.

A Beyrouth, les manifestants ont chanté, dansé, ri et répété à l'envi cette question récurrente au pays du Cèdre: «Quelle est ta confession?», lui apportant cette réponse sans appel: «De quoi j'me mêle!»

Mais ils ont été arrêtés par un barrage de police près du Parlement, objectif ultime de la marche. Personne n'a été surpris, évidemment. Car si la question de la laïcité rencontre, logiquement, une farouche opposition de la part des religieux de tous bords dans le pays, la question est aussi et surtout éminemment politique.

## La terreur des chrétiens

Dès sa création en 1943, un Pacte national informel inscrivait le confessionnalisme dans le marbre, précisant que le président de cette république parlementaire doit être chrétien maronite, le Premier ministre sunnite et le président de l'Assemblée nationale chiite. Depuis, les dispositions des [accords de Taef](#) [8] (1989) qui devaient en finir avec un confessionnalisme politique ayant conduit à 15 ans de guerre civile, sont restées lettre morte.

Loin d'une laïcité telle qu'entendue en France -l'un des slogans de la Laïque Pride était d'ailleurs «Laïcité ni française, ni turque, mais à la libanaise»- le véritable débat est aujourd'hui de savoir de quoi on parle. Abolir le confessionnalisme est une chose. Encore faut-il proposer une alternative.

S'agit-il d'imposer une déconfessionnalisation politique, afin de lutter contre la mixture de féodalisme et de clientélisme à laquelle le système actuel a conduit, sans même parler des blocages politiques incessants provoqués par les désaccords entre communautés? C'est ce que préconise [Nabih Berri](#) [9], président de l'Assemblée depuis 1992 (!), ancien chef d'une milice ayant inscrit un «Allah» stylisé dans le A de son nom (Amal) et allié à la force actuellement dominante au Liban incidemment appelée «Parti de Dieu». La proposition a le support d'une majorité de musulmans, mais a rencontré une résistance acharnée du côté chrétien, non seulement de la part des religieux, mais aussi des politiques. A tel point que même le [général Aoun](#) [10], pourtant chantre de la laïcité et allié du [Hezbollah](#) [11], a rejoint ses ennemis jurés pour [faire front](#) [12]. L'argument autour duquel tous se retrouvent est la crainte que sans travail de fond sur les mentalités, par l'éducation en premier lieu, et en l'absence de mesures garantissant les droits des minorités, cette fin du confessionnalisme politique ne se traduise finalement par une loi du plus grand nombre.

La démarche touche à l'une des inquiétudes fondamentales des chrétiens du Liban, une sorte de «syndrome des minorités» nourri par la situation difficile d'autres chrétiens d'Orient, comme les [Coptes](#) [13], citoyens de seconde zone en Egypte; cela signifierait aussi accepter qu'un pouvoir que les chrétiens ont détenu pendant des décennies tombe dans l'escarcelle d'une communauté musulmane. Ces craintes sont décuplées par la démographie galopante des chiites en particulier et surtout par le fait que cette communauté est aujourd'hui dominée par un parti tel que le Hezbollah, à l'idéologie guerrière et mystique assumée. C'est pourquoi le patriarche maronite Sfeir, parfois taxé de réactionnaire pour ses objections au projet, a récemment essayé de [la jouer fine](#) [14] en disant accepter la proposition de Berri à condition que le confessionnalisme soit aboli

«dans tous les domaines». Autrement dit, Sfeir élargit la proposition de «déconfessionnalisation politique» (du système) à une «déconfessionnalisation du politique» (engageant aussi les acteurs de la sphère politique), de sorte que les partis soient eux aussi contraints de se défaire de leur dimension religieuse. Le coup vise évidemment le Hezbollah et **Amal [15]** en premier lieu. Pour l'instant, les joueurs sont pat.

## 19e communauté?

A l'inverse, vaudrait-il mieux commencer par travailler sur les esprits, en commençant par obtenir que les statuts personnels soient désormais confiés à la fonction publique? L'idée -qui paraîtra sans doute incongrue à des yeux français- est d'obtenir la création et la reconnaissance d'une «19e communauté», laïque, et représentée à l'Assemblée au même titre que les 18 autres. Bien conscients que révolutionner radicalement le système est impossible, les «laïcards» libanais tentent une approche par le côté: rendre acceptable par la société la simple possibilité qu'un(e) Libanais(e) puisse ne pas vouloir définir son identité par son appartenance religieuse. Il s'agit donc d'être pragmatique et avant tout de se protéger des amalgames courants entre laïcité et athéisme, qui tueraient dans l'œuf tout espoir de mettre fin au confessionnalisme; encore aujourd'hui, une vaste part de la population libanaise considère que se dire athée équivaut à avoir prononcé un «gros mot», et y associe la notion de laïcité. Cette approche permet aussi de proposer une alternative au religieux: rejoindre cette 19e communauté serait un choix et rien qu'un choix, ne menaçant pas directement les 18 autres confessions. L'idée ravive en cela une démarche qui avait tourné court en 1997: l'instauration d'un mariage civil facultatif. Le projet, soutenu par Elias Hraoui, président de la République à l'époque, avait tourné court en dépit de son caractère flexible, contré par l'opposition farouche des divers clergés soucieux de préserver leur emprise sur leurs ouailles respectives (et les revenus conséquents qu'ils en tirent lors des diverses cérémonies et conversions), ainsi que des politiques les soutenant.

**D'autres [16]** enfin défendent la cause d'une laïcité à tout prix, arguant qu'en démocratie, les questions de religion et d'appartenance communautaire ne doivent entrer en ligne de compte à aucun moment dans la sphère publique sous peine de sacrifier l'égalité des citoyens. Le Liban en est à des années lumières, toutes populations confondues.

Pour l'heure, personne n'a donc su (ou pu) apporter de réponse claire, faisant l'objet d'un consensus général et indiscutable, à la question de savoir ce que devrait être la laïcité à la libanaise. Cela explique sans doute pourquoi cette laïcité reste, paradoxalement, un vœu pieux.

*Nathalie Bontems*

Nathalie Bontems est journaliste au Liban depuis 15 ans, correspondante de Ouest-France et responsable du bureau de Beyrouth du groupe de presse régional Mediaquest, basé à Dubai.

*Photo: REUTERS/Jamal Saidi*

[1] <http://www.slate.fr/source/nathalie-bontems>

[2] [http://www.slate.fr/sites/default/files/liban\\_0.jpg](http://www.slate.fr/sites/default/files/liban_0.jpg)

[3] <http://lebanese-laique-pride.over-blog.com/>

[4] <http://www.nowlebanon.com/NewsArticleDetails.aspx?ID=163157>

[5] <http://www.facebook.com/#!/LebaneseLaiquePride?ref=ts>

[6] [http://fr.wikipedia.org/wiki/Religion\\_au\\_Liban](http://fr.wikipedia.org/wiki/Religion_au_Liban)

[7] <http://www.executive-magazine.com/getarticle.php?article=12138>

[8] [http://fr.wikipedia.org/wiki/accord\\_de\\_Taëf](http://fr.wikipedia.org/wiki/accord_de_Taëf)

[9] [http://fr.wikipedia.org/wiki/Nabih\\_Berri](http://fr.wikipedia.org/wiki/Nabih_Berri)

[10] [http://fr.wikipedia.org/wiki/Michel\\_Aoun](http://fr.wikipedia.org/wiki/Michel_Aoun)

[11] <http://fr.wikipedia.org/wiki/Hezbollah>

[12] [http://lebaneseoption.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1947:berris-resentment-grows-over-aouns-stances&catid=37:news&Itemid=83](http://lebaneseoption.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1947:berris-resentment-grows-over-aouns-stances&catid=37:news&Itemid=83)

[13] <http://www.copts.com/>

[14]

<http://www.naharnet.com/domino/tn/NewsDesk.nsf/getstory?openform&2B3F8C6C3335D13AC2257712001ABA2C>

[15] [http://fr.wikipedia.org/wiki/Amal\\_\(milice\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Amal_(milice))

[16] <http://rationalrepublic.blogspot.com/search/label/Confessionalism>

[http://www.slate.fr/story/20759/la-laicite-en-marche-au-liban?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=feed&utm\\_campaign=Feed%3A+Slate+%28Slate.fr%29](http://www.slate.fr/story/20759/la-laicite-en-marche-au-liban?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+Slate+%28Slate.fr%29)